



*« c'est par nos actes
que nous convaincrons »*

une interview de Michel MouseL



● **Quel était, selon toi, l'enjeu de ce Conseil national ?**

— Michel MouseL : C'était évidemment d'abord de bloquer tout processus de liquidation du PSU, en affirmant la nécessité de l'autonomie du courant politique qui porte cet espoir révolutionnaire qu'est l'autogestion socialiste. Cet objectif a été largement tenu.

● **Michel Rocard a déclaré à France-Inter que la défaite de son courant était dûe à une réaction sociologique anti-suicidaire. Quelle est ton interprétation ?**

— Michel MouseL : Passons sur le fait que, si j'ai bien compris, il aurait été mis en minorité par une loi sociologique, et non par des militants. Mais ne devrait-on pas se souvenir que l'existence même du PSU est due à une exception notable à cette prétendue « loi de la conservation des organisations », qui n'a pas empêché le PSA, l'UGS et Tribune du

Communisme de fusionner en 1960 ?

Heureusement, aucune des interventions que nous avons entendues au Conseil national n'autorise une telle explication. Chacun s'est demandé, à l'occasion de ce débat, à quoi sert le PSU, quelle est sa raison d'exister. Et la majorité du parti a affirmé que, dans la période présente, nous avons un rôle essentiel à jouer pour apporter à l'unité populaire les forces qui ne se reconnaissent pas dans les diverses variantes du réformisme ; et non pas pour aller grossir l'une d'elles. Voilà, ce qu'on dit les militants. Il n'est pas nécessaire d'être docteur en sociologie pour le comprendre.

● **Quels sont les résultats politiques du Conseil qui te paraissent le plus importants ?**

— M.M. — D'abord, le refus, sans bavure, de toute forme d'intégration à la social démocratie, et, en complément, une redéfinition du rôle que les militants du PSU veulent assigner, en ce qui les concerne, aux Assises : une confrontation des pratiques militantes, une réflexion sur leurs rapports avec les stratégies politiques, une recherche des domaines dans lesquels, malgré les divergences, des actions communes sont possibles. Cette démarche esquisse ce que devra être une orientation unitaire remise sur ses pieds.

● **Comment penses-tu que va se développer la politique du Pacte d'unité d'action ?**

— M.M. — Cette politique, adoptée lors



du Conseil de Paris, il y a moins d'un an, n'a pas encore reçu le moindre début d'expérimentation, si ce n'est à travers l'accord sur la vie chère (qui leur est un peu antérieur), dont l'application constitue presque un contre-exemple : c'est un bon texte qui n'a servi qu'à une démonstration classique — grève d'un jour avec manifestations — le 6 décembre. Au contraire, il aurait fallu lui donner une application à la fois permanente et beaucoup plus décentralisée ; qu'il soit une occasion de mener un travail commun à la base. Ça n'a pas été le cas. Et pourtant, c'est à cela que doit servir la politique que nous avons définie. Et c'est dans ce sens que nous entendons poursuivre, pour les problèmes les plus urgents de l'heure : l'emploi et la restructuration des entreprises, la vie chère, l'armée, etc.

Précisément, les Assises sont une occasion de travailler en ce sens — à condition de ne pas oublier que nous n'y rencontrons qu'une partie de nos interlocuteurs !

● **Comment la nouvelle majorité voit-elle des rapports avec la nouvelle minorité ?**

— M.M. — Nous avons assez souffert, quand nous étions présumés minoritaires, d'une utilisation peu démocratique de l'appareil du Parti pour prendre solennellement l'engagement de le mettre au service d'un dialogue libre et ouvert. Ce principe nous guidera en particulier pour la préparation du Congrès.

Mais tout ne dépend pas de nous seuls. Je ne cacherai pas que nous sommes inquiets de certaines déclarations, pendant et après le Conseil, qui tendraient à ne pas reconnaître les décisions prises à Orléans, comme s'il y avait dans le PSU une autre légitimité que celle donnée par ses propres militants ; cela nous rappelle de fâcheux souvenirs, et nous

espérons qu'il ne s'agit là que d'incidents de parcours. D'autant plus que nous sommes persuadés que la grande majorité des camarades qui n'ont pas été d'accord avec nous n'ont pour autant, nullement l'intention de rejoindre le PS.

● **Le Conseil d'Orléans aura-t-il un rôle mobilisateur ou démobilisateur sur les militants ?**

— M.M. — Si l'on devait s'en tenir à ce que la presse en a dit, on pourrait être inquiet. Mais combien de fois nous a-t-on mis à mort ? Le plus étonnant est que c'est souvent quand le PSU fait preuve de vitalité et de confiance en lui-même qu'il suscite de zélés fossoyeurs. Tout cela n'est pas très sérieux. La politique du PSU ne plait sans doute pas aux salles de rédaction, mais elles ne sont pas chargées de la définir. D'ailleurs, je comprends bien que les journalistes ne nous croient pas sur parole : c'est par nos actes que nous les convainçons.

Les militants aussi. Mais d'abord, ils attendaient très nombreux ce sursaut. Maintenant qu'il a eu lieu, il faut très vite relancer le parti dans l'action. Les problèmes de l'heure, pour les travailleurs, sont suffisamment graves pour ne pas admettre, de notre part, de nouveaux atermoiements. Et cela, c'est possible parce que les conditions en sont réunies.

● **Et après le Congrès, tu es optimiste pour l'avenir ?**

— M.M. — Oui. Si nous passons bien le cap de ces deux mois, avec un parti qui, ayant retrouvé sa raison d'être, est également prêt à agir, alors je crois que nous préparons un redémarrage en force.

(Propos recueillis par Victor Leduc)



« dans l'axe même
des luttes populaires »

une interview d'André Barjonet



• Quel bilan fais-tu de ce Conseil national ?

— André Barjonet : Je pense que le bilan est positif. En dépit de ce qu'on dit certains journaux, il y a eu le premier jour une longue discussion réellement politique sur les trois textes. Cette discussion a permis, notamment, d'approfondir notre analyse concernant la crise actuelle — crise économique et politique — et donc le rôle du PSU dans cette nouvelle situation. Cela dit, il est vrai qu'il nous faut encore beaucoup travailler pour aller plus loin dans cette analyse. Il faut que le prochain Congrès dispose de documents — sérieusement élaborés — qui lui permette de voir en quoi la crise présente est très différente des crises d'autrefois et en quoi elle témoigne des profondes transformations du capitalisme actuel et de ses contradictions.

• On a écrit qu'il n'y a pas de majorité pour une direction, parce que aucun des courants hostiles à la fusion dans le PS n'a obtenu la majorité. Qu'en penses-tu ?

— A.B. — C'est ridicule ! Les courants « deux » et « trois » ont certes élaboré des textes différents mais ces courants ne sont en aucune façon, des tendances ou des fractions ! Bien au contraire les différences que l'on constate peuvent être l'occasion, maintenant que l'hypothèque de la fusion avec le PS a été levée, d'une fructueuse confrontation entre une grande majorité des camarades, pour préciser l'orientation du Parti. Dans les derniers mois, l'ancienne direction a tenté de faire déraiper le PSU vers la social-démocratie ; au CN, le PSU a dit non à travers les courants 2 et 3. Aujourd'hui par réaction, il peut exister un risque de repliement et de dérapage vers la conception du « parti révolutionnaire ». A travers le texte 3, nous disons non à cette orientation et nous entendons replacer le PSU dans l'axe de l'orientation qu'il s'était fixé au congrès de Toulouse et au Conseil de novembre 1973.

• Comment vois-tu le rôle du PSU dans l'unité populaire ? A ton avis, quelles seront les répercussions du Conseil national sur les militants, autour du parti et, en particulier, sur les militants syndicalistes ?

— A.B. — Ces deux questions sont profondément liées. Depuis plusieurs mois, l'ancien bureau national n'a pris aucune initiative d'aucune sorte. A cause de cette attitude, le PSU qui, au Congrès de Toulouse, avait réussi un remarquable rétablissement et avait pu publier un « Manifeste » toujours valable est tombé dans une sorte de torpeur décourageante pour les militants et pour les sympathisants. Ce que je dis là, ce n'est malheureusement pas une exagération polémique. Prenons quelques exemples concrets. Qu'a fait l'ancienne majorité pour



étudier la politique actuelle du PCF, pour déterminer les raisons et la signification réelle de son évolution ? Rien ! Qu'a fait le Bureau national pour étudier la crise du Marché commun — notamment dans le domaine agricole — et ses conséquences prévisibles sur les travailleurs ? Rien non plus...

C'est pourquoi il faut, d'urgence, nous remettre au travail. Il faut, par exemple, aborder à fond le problème des syndicats — concrètement celui de la CFDT et de la CGT — ainsi que celui des rapports entre syndicats et partis. Mais il est clair qu'une telle étude ne doit pas être faite entre quatre murs par quelques « spécialistes ». Elle doit être faite en liaison étroite et constante avec les travailleurs eux-mêmes, avec tous ceux qui luttent. C'est cela aussi, la véritable unité populaire ! Si nous agissons ainsi, il est tout à fait certain que le PSU fera un nouveau bond en avant. Il verra venir lutter avec lui de très nombreux militants syndicaux qui ont été profondément déçus ces derniers temps.

• **Quel sera, selon toi, l'enjeu du prochain Congrès ?**

— **A.B.** — Le premier enjeu est naturellement de consolider les résultats positifs du Conseil national. Mais il faut voir plus loin. Il est certain que de nombreux militants qui ont

voté le texte Chapuis n'ont pas du tout l'intention de quitter le PSU pour le PS. Ces militants doivent donc comprendre et constater à travers la préparation concrète du Congrès qu'ils ont toujours leur place, toute leur place, dans le PSU. Pour cela, il faut aussi que le Congrès soit capable d'actualiser le programme de Toulouse, qu'il soit capable de définir une stratégie cohérente en fonction des changements économiques, politiques et sociaux qui sont intervenus depuis quelques mois. Pour ce travail, la contribution de tous les militants sera indispensable.

• **Penses-tu que le PSU puisse se développer dans la période qui vient ?**

— **A.B.** — Je pense avoir déjà répondu à cette question. Le PSU est maintenant — et il le sera encore plus après le Congrès — dans l'axe même des luttes populaires et au cœur des aspirations profondes des travailleurs. Dans ce combat, si on peut dire, sans forfanterie, que le PSU va non seulement se renforcer mais encore se développer dans la période qui vient. Certains journaux ont dit que les militants ont ri quand j'ai parlé de la « bonne santé » du PSU. Ne leur en déplaise, je maintiens cette affirmation et j'en connais, en tout cas, qui demain riront jaune !

*« un parti pour le courant
autogestionnaire »*

une déclaration de Charles Piaget

Les idées d'Autogestion et de contrôle seront portées par un mouvement massif, aux ramifications nombreuses, en prise réelle sur les luttes en cours, qui conteste dans la pratique les méthodes réformistes et avance vers le pouvoir des travailleurs.

Pour mener à bien ces tâches, nous avons besoin d'un parti qui rassemble les révolutionnaires pour l'autogestion. Nous ne voulons pas d'un parti « qui a la science infuse et qui la diffuse », ou qui se contente d'une activité propagandiste. Nous voulons un parti



de masse, c'est-à-dire une organisation dont les militants sont directement engagés dans les luttes et ont une audience réelle sur leur lieu d'activité. C'est indispensable, à la fois pour que le parti influe réellement sur l'événement, et pour qu'il reste capable en permanence d'apprendre de la pratique de masse. Son rôle n'est pas d'être une avant-garde qui guide la classe ouvrière : son rôle est de donner aux travailleurs les moyens qui permettent leur activité autonome de masse (information, analyse, proposition d'objectifs, contacts extérieurs, etc.). Son rôle est de donner aux militants une vision globale de la situation, resituant les luttes dans le cadre général du processus révolutionnaire, ordonnant les efforts, déterminant des points de convergence et des objectifs unificateurs, tout cela de manière cohérente avec nos perspectives d'Autogestion (c'est notamment l'objet d'un programme de transition).

Ce parti est indispensable parce que les luttes vont augmenter en nombre et en ampleur (d'où travail d'animation, coordination, synthèse), et que des propositions politiques précises sont nécessaires pour opérer à court terme un saut qualitatif (liaison systématique ouvriers-paysans, accroissement de l'offensive politique contre l'armée...).

Ce parti doit permettre au courant autogestionnaire de s'exprimer publiquement, de se structurer, de se renforcer, et, en même temps (parce qu'on ne vit pas sur une autre planète) de développer l'unité d'action intensive avec les forces réformistes. Pour deux raisons au moins : seule l'unité d'action peut permettre d'imposer au pouvoir des reculs décisifs ; d'autre part, le réformisme a une énorme emprise sur les masses populaires et ce n'est que dans la pratique de l'action que les

travailleurs peuvent se radicaliser et faire leur choix.



Toutes ces exigences excluent évidemment l'intégration aux forces réformistes. Leur démarche est opposée à la notre ; elle repose sur la formule : « élisez-nous, et nous vous ferons une bonne politique », et vise à perpétuer en l'aménageant, la domination capitaliste. Leur conception de l'Etat est celle d'un appareil neutre dont il suffit de prendre les commandes, quitte à le démocratiser quelque peu, pour le faire agir différemment. C'est cette idée centrale qui fonde la stratégie réformiste, dont nous savons qu'il est illusoire de penser la gauchir de l'intérieur. La nécessité de ce Parti pour l'Autogestion est maintenant criante : le PSU ne peut, à lui seul, et tel qu'il est, remplir ce rôle, mais on ne progressera pas en commençant par le liquider...!

Charles PIAGET